

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

23 septembre 2013

PROJET DE LOI**fixant la Liste Civile pour la durée
du règne du Roi Philippe**

AMENDEMENTS

N° 1 DE M. FRANCKEN ET CONSORTS

Art. 2/1 (*nouveau*)**Insérer un article 2/1 rédigé comme suit:***“Art. 2/1. La partie de la Liste civile correspondant à un traitement est équivalente au traitement du premier ministre.”.*

JUSTIFICATION

Il convient que la Liste civile établisse une distinction claire entre les frais de fonctionnement et le traitement. La partie de la Liste civile correspondant à un traitement est équivalente au traitement du premier ministre du gouvernement fédéral.

Documents précédents:

Doc 53 **2959/ (2012/2013):**001: Projet de loi.
002: Erratum.BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

23 september 2013

WETSONTWERP**houdende vaststelling van de Civiele Lijst
voor de duur van de regering van Koning Filip**

AMENDEMENTEN

Nr. 1 VAN DE HEER **FRANCKEN c.s.**Art. 2/1 (*nieuw*)**Een artikel 2/1 invoegen, luidend als volgt:***“Art. 2/1. Het bezoldigingsbestanddeel van de Civiele lijst wordt gelijkgesteld aan het loon van de eerste minister.”.*

VERANTWOORDING

De Civiele lijst moet een transparant onderscheid maken tussen werkingskosten en bezoldiging. Het bezoldigingsbestanddeel van het staatshoofd komt overeen met dat van de eerste minister van de federale regering.

Voorgaande documenten:

Doc 53 **2959/ (2012/2013):**001: Wetsontwerp.
002: Erratum.

N° 2 DE M. FRANCKEN ET CONSORTS

Art. 3/1 (nouveau)

Insérer un article 3/1 rédigé comme suit:

“Art. 3/1. Les dépenses à charge de la Liste civile sont soumises à tous les impôts et taxes indirects, dont les accises et la TVA, ainsi qu’à tous les autres prélèvements de quelque nature que ce soit. La part de rémunération est un revenu d’activité professionnelle au sens du Code des impôts sur les revenus 1992. La part traitement relève du statut de la sécurité sociale des travailleurs indépendants.”

JUSTIFICATION

Dans le passé, le ministre des Finances a imaginé toutes sortes de subterfuges pour exonérer les dépenses à charge des dotations et de la Liste civile des accises et de la TVA (cf. Questions jointes de Theo Francken, Chambre, 2011-2012, Compte rendu intégral. Commission des Finances et du Budget, 7 février 2012, CRIV 53 Com 390, 9 et suiv.; Questions jointes de Theo Francken, Chambre, 2011-2012, Compte rendu intégral. Commission des Finances et du Budget, 12 juin 2012, CRIV 53 Com 511, 23 et suiv.).

Tantôt on affirmait que l'article 89 de la Constitution exonère d'impôt les dotations et la Liste civile, tantôt on invoquait une coutume constitutionnelle. Lors de la journée d'étude organisée par la NV-A le 10 juillet 2012, le professeur Hendrik Vuye a déclaré à ce propos: “L'exonération fiscale de la Liste civile et des dotations est, selon le ministre S. Vanackere, basée sur l'article 89 de la Constitution ainsi que sur une coutume constitutionnelle. Ce raisonnement n'est pas correct. L'article 89 de la Constitution est rédigé comme suit: “La loi fixe la Liste civile pour la durée de chaque règne.”. Il n'y est nulle part fait mention d'une exonération fiscale. Contrairement à la Constitution des Pays-Bas, la Constitution belge ne prévoit pas de disposition qui exonère le Roi d'impôts. En outre, l'article 89 s'applique uniquement à la Liste civile et pas aux dotations. Cet article constitutionnel ne peut dès lors pas être la base de l'exonération fiscale des dotations. Se référer à une coutume constitutionnelle est tout aussi erroné. Il est unanimement admis qu'une coutume constitutionnelle ne peut prévaloir sur une disposition constitutionnelle expresse. Une coutume peut compléter la Constitution, mais pas la court-circuiter. En d'autres termes, une coutume constitutionnelle ne peut jamais être *contra constitutionem*, mais seulement *praeter constitutionem*. L'article 172 de la Constitution dispose expressément que nulle exemption ou modération d'impôt ne peut être établie que par une loi. Une exemption ou une modération suppose donc l'intervention du parlement. Une telle loi n'existe cependant pas” (traduction).

La conclusion de M. Vuye a dès lors été claire: “En ce qui concerne l'exonération en matière d'accises et de TVA, je puis être bref. Cette exonération n'a aucun fondement légal et est manifestement contraire à l'article 172 de la Constitution.

Nr. 2 VAN DE HEER FRANCKEN c.s.

Art. 3/1 (nieuw)

Een artikel 3/1 invoegen, luidend als volgt:

“Art. 3/1. De uitgaven ten laste van civiele lijst zijn onderworpen aan alle indirecte belastingen en taksen, waaronder accijns en btw, en alle andere heffingen van welke aard dan ook. Het bezoldigingsbestanddeel is een inkomst uit een beroepswerkzaamheid in de zin van het WIB 1992. Het bezoldigingsbestanddeel valt onder het statuut van sociale zekerheid der zelfstandigen.”

VERANTWOORDING

In het verleden werden door de minister van Financiën allerlei uitvluchten bedacht om de uitgaven ten laste van de dotaties en de civiele lijst vrij te stellen van accijns en btw (zie: samengevoegde vragen van Theo Francken, Kamer, 2011-2012, Integraal Verslag, Commissie voor de Financiën en de Begroting, 7 februari 2012, CRIV 53 Com 390, 9 e.v.; samengevoegde vragen van Theo Francken, Kamer, 2011-2012, Integraal Verslag, Commissie voor de Financiën en de Begroting, 12 juni 2012, CRIV 53 Com 511, 23 e.v.).

Nu eens werd gesteld dat artikel 89 van de grondwet de dotaties en de civiele lijst vrijstelt van belasting, dan weer werd een grondwettelijke gewoonte ingeroepen. Op de N-VA studiedag op 10 juli 2012 verklaarde professor Hendrik Vuye hierover: “De belastingvrijstelling van de civiele lijst en van de dotaties is volgens minister Vanackere gebaseerd op artikel 89 van de grondwet en op een grondwettelijke gewoonte. Deze redenering klopt niet. Artikel 89 van de grondwet luidt: “De civiele lijst wordt door de wet vastgesteld voor de duur van de regering van de koning”. Over enige vrijstelling van belasting is in dit grondwetsartikel geen sprake. De Belgische grondwet kent, in tegenstelling tot de Nederlandse grondwet, geen bepaling die de koning vrijstelt van belastingen. Bovendien geldt artikel 89 alleen voor de civiele lijst en niet voor de dotaties. Dit grondwetsartikel kan dan ook moeilijk de basis vormen voor de fiscale vrijstelling van de dotaties. Een grondwettelijke gewoonte is al evenmin een mogelijke grondslag. Er wordt unaniem aanvaard dat een grondwettelijke gewoonte niet kan voorgaan op een uitdrukkelijke grondwetsbepaling. En gewoonte kan de grondwet aanvullen, maar niet buiten werking stellen. Anders geformuleerd: een grondwettelijke gewoonte kan nooit *contra constitutionem* zijn, maar enkel *praeter constitutionem*. Artikel 172 van de grondwet bepaalt uitdrukkelijk dat een vrijstelling of vermindering van belasting slechts kan worden ingevoerd door een wet. Een vermindering of vrijstelling veronderstelt dus de tussenkomst van het parlement. Dergelijke wet bestaat evenwel niet.”

Het besluit van de heer Vuye was dan ook duidelijk: “Wat de vrijstelling van accijns en btw betreft, kan ik kort zijn. Deze vrijstelling kent geen wettelijke grondslag en is kennelijk in strijd met artikel 172 van de grondwet. De fiscale administratie

Dès lors, l'administration fiscale gagnerait à cesser au plus tôt d'appliquer cette exonération inconstitutionnelle. Rien ne justifie d'exonérer les achats à charge de la Liste civile ou des dotations des droits d'accises et de TVA.". Au cours de déclarations faites à la presse, plusieurs membres du gouvernement ont annoncé que les dépenses financées par les dotations seraient dorénavant également soumises à la TVA et aux droits d'accises. Cela devait entraîner la disparition de la "pompe défiscalisée" de Laeken. Les développements de la proposition de loi indiquent également ce qui suit: "Les bénéficiaires de dotation sont également redevables de tous les impôts et taxes indirects applicables".

Sur ce point, le gouvernement adopte dès lors les points de vue exprimés au cours de la journée d'étude de la N-VA. Le gouvernement admet ainsi que l'on a menti au Parlement durant de nombreuses années. On a dit et répété que la Constitution ou qu'une coutume constitutionnelle empêchait la perception de la TVA et des accises. Or, il apparaît aujourd'hui que ces objections constitutionnelles n'existent plus. Il est toutefois aujourd'hui clair que la N-VA a toujours eu raison: il n'existe aucun fondement légal qui permette d'exonérer les dépenses à charge des dotations de la TVA et des droits d'accises. La famille royale ne s'acquittera pas des droits d'accises, ni de la TVA avant 2014. Il s'agit de l'une des plus grandes opérations d'évasion fiscale de l'histoire de la Belgique, opération qui a été menée avec la complicité des ministres des Finances successifs et de l'administration fiscale. Il convient d'inscrire dans la loi que la TVA et les accises sont dues afin d'éviter qu'une faille puisse être exploitée à l'avenir afin d'exonérer malgré tout les dotations. Il est insuffisant de l'indiquer dans les développements. Le présent amendement tend à clarifier les choses et à assurer la sécurité juridique.

Les développements de la proposition de loi mentionnent bien que la dotation est un revenu provenant d'une activité professionnelle, ce qui implique qu'elle est imposable. Il convient toutefois que cette disposition ne figure pas seulement dans les développements — qui sont en effet dépourvus de valeur normative — mais aussi dans la loi. Cela exclura toute discussion à ce sujet. Jusqu'à présent, les membres de la famille royale n'ont en effet payé aucun impôt des personnes physiques sur les dotations. Le présent amendement tend à clarifier les choses et à assurer la sécurité juridique.

Le principe d'égalité impose par ailleurs à chacun de contribuer au financement de la sécurité sociale. Il n'est pas judicieux — certainement pas en période de crise — d'exonérer le traitement des bénéficiaires d'une dotation — la partie de la dotation correspondant à un traitement — du paiement de cotisations de sécurité sociale.

stopt dus best zo snel mogelijk met deze ongrondwettelijke vrijstelling. Er bestaat geen enkele reden om de aankopen ten laste van de civiele lijst of de dotaties vrij te stellen van accijns of btw". In meerdere persverklaringen hebben leden van de regering aangekondigd dat er op de uitgaven van de dotaties voortaan ook btw en accijns zal worden betaald. Gedaan met de "*pompe défiscalisée*" van Laken. Ook de toelichting tot het voorstel vermeldt: "de begunstigden van een dotation zijn eveneens onderworpen aan alle toepasselijke indirecte belastingen en taksen".

Op dit punt neemt de federale regering dus de standpunten over van de N-VA-studiedag. Tegelijk geeft de regering dus toe dat het parlement gedurende vele jaren werd voorgelogen. Steeds weer werd er gesteld dat de grondwet of een grondwettelijke gewoonte het heffen van btw en accijns onmogelijk maken. Nu plots blijken deze grondwettelijke bezwaren niet langer te bestaan. Het is nu wel duidelijk dat de N-VA het altijd bij het rechte eind heeft gehad: er bestaat geen enkele wettelijke basis om de uitgaven ten laste van de dotaties vrij te stellen van accijns en btw. Pas in 2014 zal de koninklijke familie ook accijns en btw betalen. Dit is een van de grootste operaties van belastingontwijking uit de Belgische geschiedenis en dit met de medeplichtigheid van de opeenvolgende ministers van Financiën en van de fiscale administratie. Om te vermijden dat men in de toekomst weer een of ander achterpoortje vindt om de dotaties toch belastingvrij te maken, dient best ingeschreven in de wet dat btw en accijns zijn verschuldigd. Een vermelding in de toelichting is onvoldoende. Dit amendement strekt ertoe om de duidelijkheid en rechtszekerheid te scheppen.

De toelichting bij het voorstel vermeldt weliswaar dat de dotation een inkomst uit beroepswerkzaamheid is. Dit impliceert dat hierop belasting wordt betaald. Dit dient echter niet alleen bepaald in de toelichting — deze heeft immers geen normatieve waarde — maar ook in de wet. Zo kan hieromtrent geen discussie bestaan. Tot op heden betaalden de leden van de koninklijke familie immers geen personenbelasting op de dotaties. Dit amendement strekt ertoe om duidelijkheid en rechtszekerheid te scheppen.

Het gelijkheidsbeginsel vereist tevens dat eenieder bijdraagt tot de sociale zekerheid. Zeker in tijden van crisis is het een fout signaal om het loon — dit is het bezoldigingsbestanddeel — van de dotatiegerechtigden vrij te stellen van socialezekerheidsbijdragen.

N° 3 DE M. FRANCKEN ET CONSORTS

Art. 5

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

Le site web “monarchie.be” indique: “Dépenses de personnel: 66,6 %. Si 66,6 % de la Liste civile sont déjà consacrés aux frais de personnel, il est tout à fait inutile de mettre à la disposition du Roi encore 35 agents de l’État ou membres des corps spéciaux dont les traitements et charges sont à charge d’un département. Toutes les personnes au service du Roi doivent être rémunérées avec les fonds de la Liste civile.

L’exposé des motifs révèle en outre qu’il s’agit, en réalité, de bien plus que 35 agents de l’État. On y apprend en effet que les membres de la Maison militaire font partie des Tableaux organiques des forces armées. Des situations telles que celle qui s’est produite par le passé, où le chef de cabinet du Roi, M. Jacques van Ypersele de Strihou, faisait partie du personnel rémunéré par le ministère des Finances (Voir: Chambre, 2010-2011, Compte rendu intégral, Commission des Finances et du Budget, 25 mai 2011, CRIV 53 Com 241, 24 et suiv.), tout en bénéficiant d’un congé rémunéré dans le cadre d’une mission au service du Roi, doivent être évitées. Cette façon de faire est particulièrement malsaine et opaque.

On peut vraiment se demander quels seront les frais de personnel encore à charge de la Liste civile. L’amendement vise la transparence. Les rémunérations du personnel au service du Roi doivent être prises en charge par la Liste civile.

N° 4 DE M. FRANCKEN ET CONSORTS

Art. 6

Supprimer les mots suivants:

“L’État fédéral prend à sa charge les frais de chauffage du Palais Royal de Bruxelles.”.

JUSTIFICATION

Le projet de loi déposé par le gouvernement prévoit que l’État fédéral prend à sa charge les frais de chauffage du Palais Royal. On peut lire sur le site internet monarchie.be: “Chauffage, gaz, électricité, eau: 4,9 %”.

Or, eu égard au montant prévu pour la Liste civile, il s’indique que celle-ci prenne également en charge les frais précités. L’exposé des motifs du projet de loi déposé par le gouvernement précise que la Liste civile n’est ni une libéralité, ni une indemnité: “La Liste Civile doit permettre au Roi d’exer-

Nr. 3 VAN DE HEER FRANCKEN c.s.

Art. 5

Dit artikel doen vervallen.

VERANTWOORDING

De webstek monarchie.be vermeldt: “Personeelsuitgaven: 66 %”. Indien er reeds 66 % van de civiele lijst wordt besteedt aan personeel, dan is het helemaal niet nodig om aan de koning ook nog eens 35 rijksambtenaren ter beschikking te stellen of leden van bijzondere korpsen, waarvan de lonen en lasten ten laste komen van een departement. Alle personeel dat ten dienste staat van de koning, dient te worden vergoed met de gelden van de civiele lijst.

Uit de toelichting blijkt bovendien dat het in werkelijkheid gaat om veel meer dan 35 rijksambtenaren. Men leest er namelijk dat de leden van het militair huis deel uitmaken van de organieke tabellen van de krijgsmacht. Situaties zoals deze uit het verleden waarbij de kabinetschef van de koning, de heer Jacques van Ypersele de Strihou, op de payroll stond van het ministerie van Financien, (zie: Kamer, 2010-2011, Integraal Verslag, Commissie voor de Financien en de begroting, 25 mei 2011, Criv 53 com commissie 241, 24 e.v.,) maar tegelijk “met bezoldigd verlof voor een opdracht bij de koning” dienen vermeden. Dit is bijzonder ongezond en niet transparant.

Men kan zich echt de vraag stellen welke personeelskosten er nog zullen worden gedragen door de civiele lijst? Dit amendement beoogt transparantie. Het personeel ten dienste van de koning, dient betaald door de civiele lijst.

Nr. 4 VAN DE HEER FRANCKEN c.s.

Art. 6

De woorden “De federale staat neemt de verwarmingskosten van het koninklijk paleis in Brussel ten laste.” doen vervallen.

VERANTWOORDING

Het ontwerp bepaalt dat de federale staat de verwarmingskosten van het koninklijk paleis ten laste neemt. op de webstek monarchie.be staat: “verwarming, gas, elektriciteit, water: 4,9 %”.

Gelet op de omvang van de civiele lijst, dient deze kost ook te worden gedragen door de civiele lijst. In de toelichting tot het wetsontwerp staat dat de civiele lijst geen ‘liberaliteit’ is, noch een vergoeding: “De civiele lijst stelt de koning in staat om zijn grondwettelijke taken te vervullen”. Volgens deze

cer ses tâches constitutionnelles". Dans cette logique, tous les frais de fonctionnement sont à charge de la Liste civile. Le présent amendement tend à apporter plus de clarté sur ce point. Les frais de chauffage du Palais de Bruxelles doivent également être assumés par la Liste civile.

N° 5 DE MME PAS ET CONSORTS

Art. 2

Dans l'alinéa 1^{er}, remplacer les mots "onze millions cinq cent cinquante-quatre mille euros (11 554 000 euros)" **par les mots** "zéro euro (0 euro)".

JUSTIFICATION

L'institution monarchique, qui se transmet par voie héréditaire, est un vestige de l'époque où les pays et les gens étaient la propriété de despotes. Une démocratie ne peut accepter qu'un pouvoir politique héréditaire soit dévolu à une famille. Quiconque exerce un pouvoir politique au sein d'une démocratie est tenu de rendre des comptes aux représentants de la Nation, c'est-à-dire aux électeurs. Qui plus est, la monarchie belge s'est toujours opposée aux mouvements émancipatoires tels que le mouvement flamand. Nous sommes partisans d'une république ayant à sa tête un président élu démocratiquement par le peuple.

Tant que l'État belge existera et que son chef d'État restera un roi, la coquette fortune de la famille royale, accumulée grâce à l'État belge, suffira à couvrir les coûts liés à la royauté. Par conséquent, le montant de la "Liste civile" doit être ramené à zéro.

N° 6 DE MME PAS ET CONSORTS

Art. 3

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

Le présent amendement tend à supprimer le mécanisme de l'indexation de la Liste civile prévu à l'article 3 (liaison à l'évolution de l'indice santé).

logica vallen alle werkingskosten ten laste van de civiele lijst. Het amendement strekt ertoe om op dit punt duidelijkheid te verschaffen. Ook de verwarmingskosten van het paleis in Brussel dienen voor te komen op de civiele lijst.

Theo FRANCKEN (N-VA)
Ben WEYTS (N-VA)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Veerle WOUTERS (N-VA)

Nr. 5 VAN MEVROUW PAS c.s.

Art. 2

In het eerste lid, de woorden "elf miljoen vijfhonderdvierenvijftigduizend euro (11 554 000)" **vervangen door de woorden** "nul euro".

VERANTWOORDING

De monarchie is een instrument dat zich verder zet door erfopvolging, een overblijfsel uit de tijd dat landen en mensen in het bezit waren despoten. Een democratie kan niet aanvaarden dat een familie via erfopvolging politieke macht krijgt toebedeeld. Wie in een democratie politieke macht uitoefent moet daarvoor verantwoording afleggen aan de volksvertegenwoordiging, aan de kiezers. Bovendien heeft het Belgische koningshuis zich altijd verzet tegen emancipatorische bewegingen zoals de Vlaamse beweging. De indieners zijn voorstander van een republiek, waarin de president democratisch wordt gekozen door het volk.

Zolang de Belgische staat blijft bestaan en het staatshoofd nog een koning is, volstaat het riant, door de Belgische staat gegenereerde, vermogen van de koninklijke familie om de kosten te dekken die zijn verbonden aan het koningschap. De zogenaamde civiele lijst dient derhalve tot nul te worden herleid.

Nr. 6 VAN MEVROUW PAS c.s.

Art. 3

Dit artikel doen vervallen.

VERANTWOORDING

Dit amendement strekt ertoe het in artikel 3 bepaalde mechanisme van de indexering van de civiele lijst (koppeling aan de evolutie van de gezondheidsindex) te schrappen.

N° 7 DE MME PAS ET CONSORTS

Art. 4

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

Le présent amendement tend à supprimer la revalorisation triennale, prévue à l'article 4, de la Liste civile sur la base de l'évolution des traitements réels des services d'administration générale de l'État fédéral.

N° 8 DE MME PAS ET CONSORTS

Art. 5

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

Il est inconcevable qu'en plus de la Liste civile d'un montant annuel de 11 554 000 euros, on mette encore 35 agents de l'État ou membres des corps spéciaux à la disposition du Roi. Les dépenses en personnel afférentes doivent être imputées à la Liste civile.

N° 9 DE MME PAS ET CONSORTS

Art. 6

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

Il est inconcevable qu'en plus de la Liste civile d'un montant annuel de 11 554 000 euros, l'État fédéral prenne également en charge les frais de chauffage du Palais royal de Bruxelles. Ces frais de chauffage doivent être imputés à la Liste civile.

Nr. 7 VAN MEVROUW PAS c.s.

Art. 4

Dit artikel doen vervallen.

VERANTWOORDING

Dit amendement strekt ertoe de in artikel 4 bepaalde driejaarlijkse herwaardering van de Civiele lijst aan de hand van de evolutie van de reële loonkost van de diensten van het algemeen bestuur van de staat te schrappen.

Nr. 8 VAN MEVROUW PAS c.s.

Art. 5

Dit artikel doen vervallen.

VERANTWOORDING

Het gaat niet op dat bovenop de Civiele lijst ten bedrage van jaarlijks 11 554 000 euro ook nog eens 35 rijksambtenaren of leden van bijzondere korpsen ter beschikking worden gesteld van de koning. De daaraan verbonden personeelskosten moeten integraal worden aangerekend op de civiele lijst.

Nr. 9 VAN MEVROUW PAS c.s.

Art. 6

De laatste zin doen vervallen.

VERANTWOORDING

Het gaat niet op dat bovenop de civiele lijst ten bedrage van jaarlijks 11 554 000 euro de Federale Staat ook eens de verwarmingskosten van het koninklijk paleis in Brussel ten laste neemt. Deze verwarmingskosten moeten integraal worden aangerekend op de civiele lijst.

N° 10 DE MME PAS ET CONSORTS

Art. 7

Remplacer cet article par ce qui suit:

“Art. 7. La loi du 7 mai 2000 attribuant une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Philippe, une dotation annuelle à Son Altesse Royale la Princesse Astrid et une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Laurent, est abrogée.”.

JUSTIFICATION

Le présent amendement tend à ramener à zéro les dotations complémentaires que le législateur de l'époque avait décidé d'allouer aux membres de la famille royale sans qu'il y ait une obligation constitutionnelle à cet égard. Les dotations allouées à Astrid et à Laurent de Belgique doivent être réduites à zéro.

N° 11 DE MME PAS ET CONSORTS

Art. 8

Remplacer cet article par ce qui suit:

“Art. 8. La loi du 7 mai 2000 attribuant une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Philippe, une dotation annuelle à Son Altesse Royale la Princesse Astrid et une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Laurent, est abrogée.”

JUSTIFICATION

Le présent amendement tend à ramener à zéro les dotations complémentaires que le législateur de l'époque avait décidé d'allouer aux membres de la famille royale sans qu'il y ait une obligation constitutionnelle à cet égard. Les dotations allouées à Astrid et à Laurent de Belgique doivent être réduites à zéro.

Nr. 10 VAN MEVROUW PAS c.s.

Art. 7

Dit artikel vervangen door wat volgt:

“Art. 7. De wet van 7 mei 2000 houdende toekenning van een jaarlijkse dotatie aan Zijne koninklijke hoogheid Prins Filip, een jaarlijkse dotatie van aan Hare Koninklijke hoogheid Prinses Astrid en een jaarlijkse dotatie aan Zijne koninklijke hoogheid Prins Laurent, wordt opgeheven.”.

VERANTWOORDING

Dit amendement strekt ertoe de aanvullende dotaties voor de leden van de koninklijke familie, waartoe de wetgever destijds heeft beslist zonder dat daartoe een grondwettelijke verplichting bestaat, tot nul te herleiden. De dotaties voor Astrid en Laurent van België moeten worden herleid tot nul.

Nr. 11 VAN MEVROUW PAS c.s.

Art. 8

Dit artikel vervangen door wat volgt:

“Art. 8. De wet van 7 mei 2000 houdende toekenning van een jaarlijkse dotatie aan zijne koninklijke hoogheid prins Filip, een jaarlijkse dotatie van aan hare koninklijke hoogheid prinses Astrid en een jaarlijkse dotatie aan zijne koninklijke hoogheid prins Laurent, wordt opgeheven.”.

VERANTWOORDING

Dit amendement strekt ertoe de aanvullende dotaties voor de leden van de koninklijke familie, waartoe de wetgever destijds heeft beslist zonder dat daartoe een grondwettelijke verplichting bestaat, tot nul te herleiden. De dotaties voor Astrid en Laurent van België moeten worden herleid tot nul.

N° 12 DE MME PAS ET CONSORTS

Art. 9

Remplacer cet article par ce qui suit:

“Art. 9. La loi du 7 mai 2000 attribuant une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Philippe, une dotation annuelle à Son Altesse Royale la Princesse Astrid et une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Laurent, est abrogée.”.

JUSTIFICATION

Le présent amendement tend à ramener à zéro les dotations complémentaires que le législateur de l'époque avait décidé d'allouer aux membres de la famille royale sans qu'il y ait une obligation constitutionnelle à cet égard. Les dotations allouées à Astrid et à Laurent de Belgique doivent être réduites à zéro.

Nr. 12 VAN MEVROUW PAS c.s.

Art. 9

Dit artikel vervangen door wat volgt:

“Art. 9. De wet van 7 mei 2000 houdende toekenning van een jaarlijkse dotatie aan zijne koninklijke hoogheid prins Filip, een jaarlijkse dotatie van aan hare koninklijke hoogheid prinses Astrid en een jaarlijkse dotatie aan zijne koninklijke hoogheid prins Laurent, wordt opgeheven.”.

VERANTWOORDING

Dit amendement strekt ertoe de aanvullende dotaties voor de leden van de koninklijke familie, waartoe de wetgever destijds heeft beslist zonder dat daartoe een grondwettelijke verplichting bestaat, tot nul te herleiden. De dotaties voor Astrid en Laurent van België moeten dus verdwijnen.

Barbara PAS (VB)
Gerolf ANNEMANS (VB)
Rita DE BONT (VB)